

Travailleurs sociaux et jeunes en crise

De tous temps, la jeunesse a mis en difficulté les modèles économiques et sociaux. Ce qui semble être nouveau aujourd'hui, c'est l'inquiétante fracture générationnelle, et la mise à l'écart des jeunes les moins favorisés.

Laurent OTT, formateur-chercheur en travail social, éducateur et enseignant, président de l'association Intermèdes Robinson

Aujourd'hui, tous les instruments de mesure sociologiques indiquent que la jeunesse subit une plus grande précarité, et que le bien-être économique et social est réparti, notamment en France, en fonction de la pyramide des âges. Plus on est jeune, plus on est en danger de marginalisation,

de pauvreté et d'isolement, et plus l'on risque d'être en mauvaise santé (santé physique, santé psychique).

Cette fracture générationnelle, qui s'imisce dans notre culture et notre vie quotidienne, est compliquée par deux autres phénomènes. Le premier est l'effacement progressif des repères d'âges. Aujourd'hui des per-

sonnes âgées peuvent être très actives et en pleine forme, tandis que des jeunes de 20 ou 30 ans peuvent être diminués, abîmés par la vie, malades chroniques, obèses, enfermés. L'image même de la vitalité semble avoir déserté la jeunesse. Le Viagra, le culte du corps assignent au troisième âge des valeurs autrefois liées à la jeunesse, tandis que l'on exhorte les

Un exemple, l'association Intermèdes Robinson

L'association Intermèdes Robinson

Implantée à Longjumeau (Essonne) et notamment au cœur de son quartier populaire « négligé » (le quartier Sud), l'association réunit tous les acteurs sociaux, sans distinction de statuts, autour d'un programme de développement social communautaire qui mêle les bénéficiaires, les volontaires et les bénévoles.

Intermèdes anime notamment huit ateliers de rue hebdomadaires, de même que des ateliers de production : artisanat, cuisine communautaire, création artistique. Ces ateliers participent à l'embellissement de l'environnement, à sa transformation urbaine et sociale. L'association réalise également :

- du jardinage communautaire (avec une indivision de la production), qui vise à développer l'autonomie et la souveraineté alimentaire du territoire et des familles; cette production est suivie

d'ateliers de transformation de produits;

- des soirées conviviales intergénérationnelles et interculturelles mensuelles, où, à tour de rôle, les familles en invitent d'autres;

- des ateliers d'éveil pour les jeunes enfants, dans les espaces publics;

- des ateliers éducatifs et d'éveil auprès des enfants de familles roms habitant dans deux bidonvilles de l'Essonne.

Une certaine vision des territoires

Selon Intermèdes, le territoire n'est pas un lieu mais un milieu à transformer, à habiter.

L'association s'approprié par ailleurs la pensée de Gilles Clément, concernant la valeur des friches : les friches à cultiver sont à la fois humaines, sociales, éducatives.

Intermèdes travaille suivant les principes de pédagogie sociale :

- constance et durée des actions;
- accueil inconditionnel, favorisé par l'implantation dans les espaces publics;

- libre initiative et gratuité des actions;

- encouragement à l'auto-organisation, et accompagnement des initiatives

Trois points forts de la pédagogie sociale

Le travail en milieu ouvert constitue tout d'abord un moyen privilégié pour contacter les publics les plus précaires et les plus « volatiles ». Par ailleurs le travail en pédagogie sociale nourrit une vision transformatrice, et non pas seulement réparatrice des territoires. Enfin, il est producteur de lien social, et développe le sens de la vie collective.

Pour plus d'informations :

- L. Ott, *Pédagogie sociale*, Chronique sociale, 2011, et Dadabi et alii, *Des lieux pour habiter le monde*, Chronique sociale, 2012;
- un site, <http://assoc.intermedes.free.fr>;
- un blog, <http://recherche-action.fr/intermedes/>;
- des vidéos, http://www.dailymotion.com/user/Cultures_Robinson/1.

jeunes à être responsables, résignés, «sages».

Le second facteur aggravant de cette fracture générationnelle est l'image épouvantable qui est accolée aujourd'hui non pas à la jeunesse (une valeur culturelle et sociétale à son zénith), mais aux jeunes eux-mêmes, toujours perçus comme dangereux, nuisibles, et porteurs de toutes les évolutions psychopathiques et «délinquantielles» possibles.

Une diabolisation de la jeunesse

Pour le dire autrement, trente années de lois et de mesures sécuritaires ont amené ceci : la jeunesse n'est plus à ce jour un facteur de minoration de l'appréciation des conduites, elle ne constitue plus un indicateur de protection nécessaire... Elle est devenue une circonstance aggravante, à la charge des intéressés. Aujourd'hui, la tendance est de pénaliser d'autant plus les auteurs de toutes les transgressions, incivilités et délits (dont la liste s'allonge perpétuellement, dans une société de moins en moins tolérante), qu'ils sont jeunes. Il faudrait pénaliser plus fort, plus tôt, tant il paraît évident que le jeune est sur la pente inexorable de la criminalité ou de l'incivilité.

Nous vivons par ailleurs dans un climat où il est toujours de bon ton de dénoncer les «enfants rois», lesquels seraient les derniers tyrans d'une société devenue démocratique. On connaît le refrain : mai 68 et Françoise Dolto auraient détruit les fondements de la société. Les enfants seraient des monstres impunis, éduqués par des parents démissionnaires, quand ils ne sont pas complices. Peu importe que la réalité de la condition vécue par les enfants et adolescents des familles pauvres ne démontre le contraire : de plus en plus d'enfants sont exclus des structures d'éducation précoce, d'animation, de structures périscolaires, culturelles, sportives,

Sans soutien de la collectivité, sans reconnaissance de la part des institutions (qui exigent conditions ou contreparties à la prise en charge), beaucoup d'adolescents et d'enfants sont, en France, purement et simplement délaissés.

« On ne comprendra ni les jeunes en crise, ni la crise des structures éducatives et sociales destinées à la jeunesse, si on n'admet pas ceci : les jeunes en France, et un peu partout dans les pays occidentaux, font face à une véritable violence institutionnelle et sociale. »



d'éducation populaire... Soit qu'ils n'y aient tout simplement pas accès, soit qu'on les décourage de les fréquenter, en les y accueillant mal, soit qu'on les en renvoie, de façon de plus en plus «décomplexée». On ne comprendra ni les jeunes en crise, ni la crise des structures et pratiques éducatives et sociales destinées à la jeunesse, si on n'admet pas ceci : les jeunes en France, et un peu partout dans les pays occidentaux, font face à une véritable violence institutionnelle et sociale.

Problématiques sociales : que fait l'Etat ?

Cette violence peut toutefois passer inaperçue, car les changements ne semblent pas avoir affecté le paysage institutionnel, social et éducatif. A priori les structures sont toujours présentes, les institutions sont nombreuses, le personnel est formé... Cependant un changement s'est opéré : ces structures éducatives, sociales, scolaires, périscolaires, de loisirs ou d'éducation populaire se sont petit à petit délaissées de la réponse

aux besoins des enfants et adolescents des milieux populaires. Pour ce qui est du secteur du loisir et de l'éducation populaire, comme celui du périscolaire ou de l'accueil de la petite enfance, ce sont les enfants des couples biactifs qui occupent l'essentiel des places, laissant dans l'ombre les enfants de parents précaires, isolés, au chômage, en activité séquentielle (travailleurs pauvres), ou sans emploi. Dans les quartiers, on côtoie – et ils sont de plus en plus nombreux – des enfants et des jeunes qui ne fréquentent plus les structures de proximité. Souvent eux-mêmes exclus de l'école, ou orientés après la classe de troisième, «vers du vide», ces enfants et adolescents ne trouvent pas davantage de réponses ou de places dans les missions locales, les MJC ou les centres sociaux. Sur un autre plan, les prises en charge dans le secteur de l'éducation spécialisée et du social sont devenues de plus en plus précaires : on ne compte plus les fins de contrat, les exclusions, dans un secteur d'activité où ces mesures étaient, par définition,



© INTERMÈDES ROBINSON

très rares. Les accompagnements d'adolescents et de jeunes en difficulté sont ainsi marqués par la même précarité qu'eux-mêmes subissent souvent depuis leur naissance, dans leurs familles. Cette précarité se trouve aussi au cœur des institutions qu'ils traversent. Il est regrettable que la plupart des structures dont la mission serait d'accueillir les enfants et les jeunes ne voient et ne perçoivent plus les problématiques d'une façon globale. En cause, ici, un manque de formation et de conscience politique, tant des acteurs que des publics, qui ne perçoivent pas les tendances structurelles, la désintégration sociale, la violence de tous les jours.

Les pratiques éducatives et sociales ont également évolué. Les associations, marquées par la culture du projet, du contrat, de l'individualisation qui s'est imposée partout par la loi, la réglementation, les accréditations et les modes de subventions, ne sont plus en mesure de prendre en compte les conditions de vie réelles des jeunes et des familles. Elles sont, à la place,

accaparées par leurs propres objectifs, leurs propres évaluations. Pour tout dire, les structures ne voient plus le monde qu'à partir d'elles-mêmes.

Travailler en dehors des institutions

Il faut ainsi sortir des institutions et prendre le risque de travailler dans les espaces publics, en milieu réellement ouvert, pour découvrir une réalité sociale occultée : de très nombreux enfants et jeunes sont aujourd'hui abandonnés à eux-mêmes, ou dépendants des ressources inégales et inéquitables de leurs parents ou de leurs milieux.

Sans soutien de la collectivité, sans reconnaissance de la part des institutions - qui exigent toujours des conditions ou des contreparties à leurs aides ponctuelles et à la prise en charge -, beaucoup d'adolescents et d'enfants sont, en France, purement et simplement délaissés.

Une association comme Intermèdes Robinson peut donner l'exemple d'un autre mode de prise en compte de ces besoins sociaux déniés (voir encadré).

Les associations ne sont plus en mesure de prendre en compte les conditions de vie réelles des jeunes et des familles. Elles sont, à la place, accaparées par leurs propres objectifs, leurs propres évaluations. Pour tout dire, les structures ne voient plus le monde qu'à partir d'elles-mêmes.

Errance et solitude des adolescents, mauvaise santé des jeunes, souffrance physique et psychique, dépression, « abandonnisme », idées noires, addictions... Pour pouvoir appréhender cette réalité, il faut se donner les moyens de l'inconditionnalité. S'installer dans les espaces publics, d'une façon régulière, ritualisée et durable (et ceci constitue une différence réelle avec les pratiques de la prévention spécialisée, à renforcer par ailleurs); accueillir sans condition, ni démarche ni formalité, celui qui se présente; établir des relations humanisées et humanisantes; travailler tant avec les individus que les groupes, et surtout suivre, dans la durée, les relations établies.

Il s'agit d'un travail simple, mais exigeant, qui suppose de comprendre les enjeux et l'intérêt d'orienter les pratiques éducatives et sociales du côté de la pédagogie sociale (influencée par des auteurs comme Célestin Freinet, Paulo Freire, Janus Korczak ou Helena Radlinska). Ce sont des pratiques qui, aujourd'hui, se répandent localement (à Die, Grenoble, Saint-Etienne, Paris, Longjumeau, Brest ou Rennes), portées par des groupes ou des institutions et des acteurs sociaux, conscients des limites et insuffisances des institutions et pratiques actuelles. Pour autant, ces pratiques minoritaires se heurtent à d'autres murs, avec des modes de financement partiels et précaires, qui les installent dans une posture perpétuelle de sollicitation et d'insécurité. Ces initiatives coûtent pourtant infiniment moins cher que les modes d'intervention classiques, et concernent souvent davantage d'enfants, de jeunes et de familles, à commencer par les publics les plus précaires.

Quand soutiendra-t-on réellement, dans notre pays, l'initiative sociale et éducative? Quand cessera-t-on d'obliger les porteurs de telles initiatives à partager la même insécurité et précarité que les publics auprès desquels ils s'impliquent? ●